

[Texte]

Quebec, or Ontario, can access board reports, see applications that have been made to the board and which the board is handling, but I think that arrangements could be made with some other department or agency to provide for a locus where those documents could be examined or picked up.

I think I have enough difficulty myself as chairman in representing the board. I am not sure there is some other personal group of people who could better represent the board in the east, so I would intend to commute back here from time to time and also, of course, in today's world, fax and telephone computer links and the like can keep you pretty well in touch with people. So the bottom line, in answer to your question, is that after the end of the current fiscal year I do not personally anticipate that there will be an NEB presence in Ottawa.

The Chairman: Mr. Stupich, would you like to take over?

Mr. Stupich: There is a sentence here, "These employees can remain on full salary through March 31, 1992". I assume that means you guarantee them the minimum they are earning right now—if they get work, you would make it up to that?

Mr. J.L. Thompson (Director, Personnel Branch, National Energy Board): If they get work in another federal government department they would have at least one year's salary protection from the time they are appointed to their new jobs. They would retain the present rate for at least that one year.

• 1715

Mr. Stupich: They would not get that on top of what they were earning.

Mr. J.L. Thompson: No.

Mr. Stupich: They would not expect it.

The discussion of the move west with other agencies and departments was interesting. Are you getting applicants from other agencies and other departments to move?

Mr. Priddle: Mr. Chairman, as I was leaving the building a few minutes ago, I was talking to the lady who is coordinating all of the applications that have already been received from people who want to work with the board in Calgary. She tells me that in total we have over 700, and these are unsolicited ones. I personally know of quite a few people, people originally from western Canada, not necessarily from Calgary, who are working in Ottawa and who have expressed interest in being considered for a position in Calgary when the board moves west. There would be those people, and some of them would simply like to be considered on a competitive basis for employment with our board. There are others who are candidates for these swaps.

[Traduction]

qu'ils habitent les provinces de l'Atlantique, le Québec ou l'Ontario, puissent avoir accès aux rapports de l'Office, et prendre connaissance des demandes qui lui ont été présentées et sur lesquelles il doit statuer. Cependant, je pense qu'on pourrait prendre des arrangements avec certains autres ministères ou organismes pour qu'ils fournissent un local où il serait possible de consulter ou d'aller chercher ces documents.

J'ai déjà suffisamment de difficulté à représenter l'Office en tant que président. Je ne suis pas convaincu qu'un autre groupe de personnes pourrait mieux représenter l'office dans l'Est. Par conséquent, j'ai l'intention de faire la navette de temps à autre entre Ottawa et Calgary. En outre, aujourd'hui, la technologie moderne, les télécopieurs et les réseaux téléphoniques informatisés nous permettent de demeurer en contact avec les gens. En conclusion, pour répondre à votre question, après la fin de la présente année financière, je ne pense pas personnellement que l'ONE assure une présence à Ottawa.

Le président: Monsieur Stupich, voulez-vous prendre le relais?

M. Stupich: Je lis dans votre document: «Ces personnes toucheront leur plein salaire jusqu'au 31 mars 1992». Cela signifie, je suppose, que vous leur garanzissez au moins leur salaire actuel. S'ils trouvent du travail, êtes-vous disposé à combler la différence avec ce minimum?

M. J.L. Thompson (directeur, Direction du personnel, Office national de l'énergie): Si ces personnes trouvent un emploi au sein d'un autre ministère du gouvernement fédéral, elles bénéficieront d'une protection salariale d'au moins un an à partir du moment où elles seront nommées dans leur nouveau poste. Autrement dit, elles conserveront le même salaire pendant au moins un an.

M. Stupich: Elles n'obtiendront pas cela en sus de leur rémunération.

M. J.L. Thompson: Non.

M. Stupich: Elles ne s'y attendent pas non plus.

La discussion au sujet du déménagement dans l'Ouest de gens travaillant dans d'autres organismes et ministères a été très intéressante. Recevez-vous des candidatures d'employés d'autres organismes et ministères qui souhaitent déménager?

M. Priddle: Monsieur le président, à ma sortie de l'immeuble tout à l'heure, j'ai eu une conversation avec la dame qui coordonne toutes les candidatures que nous avons déjà reçues de la part de personnes intéressées à travailler à l'Office à Calgary. Elle m'a confié qu'au total, nous avons reçu plus de 700 candidatures non sollicitées. Personnellement, je connais bon nombre de gens originaires de l'ouest du Canada, mais pas nécessairement de Calgary, qui travaillent actuellement à Ottawa et qui souhaiteraient qu'on considère leur candidature pour un poste à Calgary lorsque l'Office déménagera dans l'Ouest. C'est donc ce genre de personnes qu'un déménagement intéresse, mais certaines d'entre elles souhaitent simplement participer à un concours pour obtenir un emploi au sein de l'Office. Il y en a d'autres qui sont candidats à ce genre d'échanges.